



Comité social d'administration de réseau du 30/09/2025 : Déclaration liminaire intersyndicale de boycott

Monsieur le Directeur général,
Mesdames et Messieurs,

L'intersyndicale CFDT-CFTC - CGT - SOLIDAIRES - USDOFO - UNSA-CGC tient à marquer sa désapprobation quant au calendrier de réorganisations et autres restructurations menées au pas de charge au sein de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.

Il y a à peine 8 jours, lors de la tenue du Comité social d'administration de réseau (CSAR), vous avez imposé une centralisation partielle de la gestion des remboursements de frais de déplacement :

- malgré un certain nombre de points litigieux et d' interrogations laissées en suspens, pour nos collègues restructurés en régions et percutés à Metz ;
- malgré une opposition unanime des organisations syndicales, affirmée une 1^{re} fois le mercredi 3 septembre et donc confirmée lors de la reconvocation du lundi 22 septembre.

Aujourd'hui, vous soumettez 3 nouvelles opérations :

- **fusion des brigades de Lille Gares et Lille ferroviaire** consécutive à l'abandon de la sûreté ;
- **réorganisation des divisions au sein de la Direction régionale (DR) de Montpellier**, avec transformation des divisions fonctionnelles implantées à Sète en divisions territoriales réparties entre Sète et Montpellier ;
- **déménagement de divers services vers un nouveau site de la Direction nationale du Renseignement et des Enquêtes douanières** (DNRED) implanté à La Ciotat, services jusqu'alors présents à Marseille et à Ivry.

Puis, pour parachever le tout, il y a la présentation de l'observatoire interne, qui n'aura donc pas de réunion dédiée, ni de mesure engagée face aux besoins.

Car depuis des années, les difficultés exposées, les pistes évoquées que cela soit au sein du document ou dans les interventions de la représentation du personnel trouvent porte close !

Rien n'est entrepris par la « haute » administration. Pas même l'once d'une demi-mesure. Pour preuve : l'absence de tableau de suivi !

Cela fait beaucoup, surtout dans un contexte où nos confédérations et unions interprofessionnelles dénoncent toutes unanimement l'absence de réel dialogue social mené par le gouvernement.

Encore tout récemment, elles ont adressé un ultimatum pour le 24 septembre au Premier ministre, au sortir de la mobilisation du 18 septembre. Las, puisqu'aucun infléchissement conséquent n'a été exprimé par M. Lecornu.

C'est pourquoi, l'ensemble de nos organisations syndicales tient à exprimer ici son ras-le-bol. Nous relayons et soutenons par ailleurs par la présente la prochaine date de mobilisation interprofessionnelle du jeudi 2 octobre.